

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Séance du 04.04.19

**#Objet : Motion demandant aux différents niveaux de pouvoirs au sein de l'Etat belge de lutter
activement contre le réchauffement climatique#**

Séance publique

Secrétariat

Vu les différents engagements incombant à la Belgique conformément aux directives, règlements et décisions de l'Union européenne adoptés en exécution des obligations de droit international comme la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques signée à New York le 9 mai 1992, le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Kyoto le 11 décembre 1997 ;

Vu l'Accord de Paris, signé à Paris le 12 décembre 2015 lors de la 21ème Conférence des Parties (COP) à la Convention Cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques sur base duquel les Etats signataires, dont la Belgique, se sont engagés à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 degrés par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 degré aux niveaux préindustriels ;

Vu la Directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables qui fixe l'objectif contraignant qu'une part de 20 % de la consommation énergétique au sein de l'Union provienne de sources d'énergies renouvelables d'ici à 2020 ;

Vu le projet de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves et pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO2 des véhicules légers et modifiant le règlement (CE) n° 715/2007 ; vu que ce projet prévoit que les émissions moyennes de CO2 des voitures particulières neuves immatriculées dans l'UE devront être inférieures de 30 % à 40% d'ici 2030 ;

Vu la résolution interparlementaire sur le climat adoptée le 9 novembre 2018 par le Parlement régional bruxellois qui appelle les gouvernements fédéral, régionaux et communautaires à poser les jalons d'une action transversale en matière climatique et notamment à mettre l'accent sur les objectifs européens pour 2030 au sujet de la réduction des gaz à effet de serre et d'être encore plus ambitieux que la réduction de 40% prévue par les accords de Paris ;

Vu les objectifs contenus dans le Plan National Intégré Energie Climat adopté le 19 décembre 2018 par le comité de concertation réunissant l'Etat fédéral et les entités fédérées et dans le Plan Air-Climat-Energie adopté le 2 juin 2016 par le gouvernement régional bruxellois ;

Considérant les nombreux rapports émanant des milieux scientifiques et académiques concernant les risques

irréversibles qu'encourt notre planète à défaut d'actions rapides, dont notamment le rapport spécial du 6 octobre 2018 du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les conséquences d'un réchauffement planétaire supérieur à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre ;

Considérant les investissements visant à effectuer des économies d'énergie dans les bâtiments communaux réalisés par le collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant les nombreuses actions contenues dans le Plan d'action Agenda 21 local adopté par le collège des Bourgmestre et Echevins d'Auderghem ;

Considérant l'appel adressé aux autorités à agir de manière rapide et ambitieuse pour le climat qui est formulé chaque jeudi depuis quelques semaines par de nombreux élèves et étudiants belges, inspiré notamment par la démarche du mouvement « *Youth for Climate* » initié au niveau international par la jeune suédoise Greta Thunberg lors de la COP24 ;

Considérant la présence massive de citoyens belges aux manifestations intitulées « *Claim for the climate* » du 2 décembre 2018 et « *Rise for the climate* » du 27 janvier 2019 ;

Considérant que ces initiatives citoyennes méritent d'être reconnues par les mandataires élus, mais ne peuvent être considérées comme un soutien à un quelconque parti, au risque d'en dénaturer la spécificité et la force démocratique ;

Considérant en particulier que la commune est à l'écoute des citoyens jeunes et moins jeunes et met divers moyens à leur disposition pour des actions entreprises en faveur du climat ;

Considérant que la Belgique, en tant que membre fondateur de l'Union européenne, se doit d'endosser un rôle pionnier et exemplaire en matière environnementale sur la scène mondiale, européenne et nationale ;

Le Conseil communal d'Auderghem demande :

Au Conseil européen :

- De forger un accord politique entre les États membres afin d'introduire, entre autres mesures possibles, une taxation du kérosène des avions pour les vols internationaux en contraignant toutes les compagnies, quelle que soit leur nationalité, ayant des vols au départ ou à destination de l'Europe, d'acheter l'équivalent de 15 % de leurs émissions de CO2 sur l'ensemble de leur trajet, afin de financer la lutte contre le réchauffement climatique ;

A la Commission européenne :

- D'exercer pleinement ses responsabilités de « Gardienne des Traités » en veillant au strict respect par tous les États membres des objectifs contraignants que s'est fixée l'Union européenne dans le cadre de son approche intégrée de lutte contre le réchauffement climatique ; notamment s'agissant de la part de 20 % de la consommation énergétique qui doit provenir de sources d'énergies renouvelables ;
- De renforcer la pertinence climatique du budget de l'Union européenne, en intégrant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les différents programmes d'action de l'Union européenne (cohésion, agriculture, transports, recherche) afin d'accélérer la transition vers une économie européenne à bas carbone ;

Au gouvernement fédéral :

- de soutenir la proposition de loi spéciale visant à fixer les objectifs généraux de la politique climatique de la Belgique^[1], si nécessaire en l'amendant pour tenir compte de l'avis du Conseil d'état et en conséquence de l'adopter ;
- de rejoindre la « Paris Proof Coalition » des 8 pays européens les plus ambitieux qui plaident pour une hausse immédiate des objectifs européens de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ;

Au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles :

- d'encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique dans les établissements scolaires, afin de soutenir les élèves dans leur ambition d'être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu primordial du 21^e siècle ;

Au gouvernement de la Région bruxelloise :

- de s'engager à participer pleinement aux structures de coordination instituées par la loi-climat dès son adoption par la Chambre des représentants, et à réaliser les engagements collectifs pour le climat ;
- de poursuivre les efforts entamés à l'occasion de la création de la zone de basses émissions en Région bruxelloise pour réduire les émissions des véhicules automobiles recourant aux énergies fossiles ;
- d'adopter un nouveau plan régional de mobilité (horizon 2030) dans le prolongement de la vision d'IRIS 2 (réduire le trafic automobile, garantir l'accessibilité régionale et promouvoir la qualité de vie) en faveur d'une mobilité durable, plurielle et partagée afin de réduire l'utilisation et la possession de véhicules automobiles à moteurs thermiques ;
- de promouvoir et étoffer l'offre des transports en commun afin d'améliorer le confort, la fréquence et le maillage du territoire de la Région bruxelloise et de permettre un réel shift modal ;
- de poursuivre la mise en œuvre d'une politique vélo intégrée ;
- d'assurer une rénovation progressive de l'ensemble des bâtiments publics et d'en améliorer la gestion énergétique ainsi que d'imposer leur approvisionnement en électricité 100% verte ;
- d'établir une politique régionale de développement des énergies renouvelables ;
- de continuer à agir, si nécessaire par des recours en justice, contre le survol aérien abusif de la Région bruxelloise effectué au détriment du droit des habitants à un environnement sain ;

Au collège des Bourgmestre et Échevins de la commune d'Auderghem:

- de soutenir les jeunes auderghemois qui participent aux marches pour le climat et d'encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique dans les établissements scolaires communaux et auprès de la jeunesse, afin de les aider à être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu majeur du 21^e siècle ;
- de poursuivre les initiatives prises par le Collège pour lutter contre le réchauffement climatique et ses effets comme les investissements réalisés afin de réduire la consommation énergétique des bâtiments communaux et du charroi communal, et le recours aux énergies renouvelables ;
- de compléter celles-ci par des actions complémentaires figurant, entre autres, dans la note de politique générale présentée au conseil communal le 21 janvier 2019 :
 - développement de la mobilité douce au sein de la commune,
 - Soutien à une alimentation durable, de saison et locale, notamment dans les écoles et les crèches,
 - Soutien aux programmes zéro-déchets au sein de l'Administration Communale et émanant des citoyens,
 - soutien aux projets liés à l'économie circulaire,
 - actions en faveur de la verdurisation des quartiers, création de liaisons vertes entre les quartiers,
 - augmentation du nombre de stations de voitures partagées, de vélobox, de pompes à vélos et de stations de réparation vélos,
 - développement du réseau complet de prises de recharge rapide pour les véhicules électriques,

- soutien à l'emploi local via la plateforme « un job près de chez moi »,
- encouragement des déplacements en vélo, du co-voiturage,... entre autres à destination des navetteurs ,
- d'assurer une rénovation progressive de l'ensemble des bâtiments publics et d'en améliorer la gestion énergétique ainsi que d'imposer leur approvisionnement en électricité 100% verte ;
- ...
- d'accorder une place de choix aux mesures visant à lutter contre le réchauffement climatique, dans le processus participatif d'élaboration du plan local de développement durable 2020-2030 ;
- de réaffirmer la nécessité de préserver les sites naturels de la commune (forêt de Soignes, zones Natura 2000 et zones vertes) qui sont autant de « poumons verts » dans les quartiers, et de lutter contre la densification excessive des quartiers ;
- de continuer à agir, si nécessaire par des recours en justice, contre le survol aérien abusif de la Région bruxelloise effectué au détriment du droit des habitants à un environnement sain ;

Cette motion sera transmise au Secrétaire général du Conseil de de l'Union européenne, au Premier Ministre du gouvernement fédéral, à la Ministre fédérale de l'énergie, de l'Environnement et du Développement durable, au Ministre de l'enseignement au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à la Ministre flamande de l'enseignement, au Ministre-Président de la Région bruxelloise, à la Ministre bruxelloise de l'Environnement, à la conférence des Bourgmestres bruxellois et au collège des Bourgmestre et Échevin de la commune d'Auderghem.

[\[1\]](http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/3517/54K3517001.pdf) Doc. Parl., Ch., 6^e sess., lég. 54, disponible sur <http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/3517/54K3517001.pdf>

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 24 mai 2019

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre f.f.,
Par délégation,

Thibault Delforge

Eloïse Defosset

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine
Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Zitting van 04.04.19

**#Onderwerp : Motie waarin de verschillende overheidsniveaus binnen de Belgische staat worden
opgeroepen om de klimaatopwarming actief te bestrijden#**

Openbare zitting

Secretariaat

Gelet op de verschillende verbintenissen die België is aangegaan in overeenstemming met de richtlijnen, verordeningen en besluiten van de Europese Unie die zijn aangenomen ter uitvoering van de verplichtingen uit hoofde van het internationaal recht, zoals het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering dat op 9 mei 1992 werd ondertekend in New York en het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering dat op 11 december 1997 werd ondertekend in Kyoto;

Gelet op de Overeenkomst van Parijs, die op 12 december 2015 in Parijs werd ondertekend tijdens de 21e Conferentie van de Partijen (COP) bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, op basis waarvan de ondertekenende staten, waaronder België, zich ertoe hebben verbonden de stijging van de wereldwijde gemiddelde temperatuur ruim onder de 2 graden ten opzichte van de pre-industriële niveaus te houden en de inspanningen voort te zetten om de temperatuurstijging tot 1,5 graden op pre-industriële niveaus te beperken;

Gelet op Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen waarin als bindend streefcijfer is vastgelegd dat tegen 2020 20% van het energieverbruik in de Unie uit hernieuwbare energiebronnen afkomstig moet zijn;

Gelet op het voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van emissienormen voor nieuwe personenauto's en nieuwe lichte bedrijfsvoertuigen in het kader van de geïntegreerde benadering van de Unie om de CO₂-emissies van lichte voertuigen te beperken en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 715/2007; gelet op het feit dat in dit voorstel is vastgelegd dat de gemiddelde CO₂-emissies van in de Unie geregistreerde nieuwe personenauto's tegen 2030 minder dan 30 tot 40% moeten bedragen;

Gelet op de interparlementaire resolutie over het klimaat die op 9 november 2018 door het Brussels Gewestelijk Parlement is aangenomen en waarin de federale, gewestelijke en communautaire regeringen worden opgeroepen om de basis te leggen voor een sectoroverschrijdende actie op het gebied van klimaatverandering en in het bijzonder om zich te concentreren op de Europese doelstellingen voor 2030 betreffende de daling van de uitstoot van broeikasgassen en om nog ambitieuzer te zijn dan de vermindering van 40% waarin de overeenkomsten van Parijs voorzien;

Gelet op de doelstellingen van het geïntegreerd nationaal energie-klimaatplan dat op 19 december 2018 werd goedgekeurd door het overlegcomité federale staat/deelgebieden en van het lucht-klimaat-energieplan dat op 2 juni 2016 werd goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gezien de vele rapporten van wetenschappelijke en academische kringen over de onomkeerbare risico's voor onze planeet als er niet snel actie wordt ondernomen, waaronder met name het speciaal rapport van 6 oktober 2018 van het intergouvernementeel panel inzake klimaatverandering (IPCC) over de gevolgen van een wereldwijde opwarming boven 1,5°C ten opzichte van de pre-industriële niveaus en over de daarbij horende scenario's voor de wereldwijde uitstoot van broeikasgassen;

Rekening houdend met de investeringen gericht op energiebesparingen in de gemeentelijke gebouwen, die het college van burgemeesters en schepenen heeft gedaan;

Rekening houdend met de talrijke acties in het actieplan Lokale Agenda 21 dat door het college van burgemeester en schepenen van Oudergem werd goedgekeurd;

Gezien de oproep aan de overheid om snel en ambitieus op te treden voor het klimaat, die nu al enkele weken lang elke donderdag wordt geformuleerd door vele Belgische leerlingen en studenten, geïnspireerd door de aanpak van de beweging "Youth for Climate" die op internationaal niveau op gang werd gebracht door de jonge Zweedse Greta Thunberg op de COP24;

Gezien de massale aanwezigheid van Belgische burgers op de demonstraties "*Claim for the climate*" van 2 december 2018 en "*Rise for the climate*" van 27 januari 2019;

Overwegende dat deze burgerinitiatieven het verdienen om door de verkozen mandatarissen te worden erkend, maar niet kunnen worden beschouwd als een steun aan eender welke partij, aangezien het risico bestaat dat hun specificiteit en democratische kracht worden verstoord;

Overwegende in het bijzonder dat de gemeente luistert naar jonge en minder jonge burgers en hen verschillende middelen ter beschikking stelt voor acties die ten gunste van het klimaat worden ondernomen;

Overwegende dat België, als stichtend lid van de Europese Unie, een voortrekkersrol en een voorbeeldfunctie moet vervullen op het vlak van leefmilieu zowel op wereldwijd, Europees als op nationaal niveau

Vraagt de gemeenteraad van Oudergem:

Aan de Europese Raad om:

- een politiek akkoord tussen de lidstaten tot stand te brengen om, naast andere mogelijke maatregelen, een belasting op vliegtuigkerosine in te voeren voor internationale vluchten door alle luchtvaartmaatschappijen, ongeacht de wijze waarop ze hun vluchten van of naar Europa uitvoeren, te verplichten om het equivalent van 15% van hun CO₂-uitstoot over hun gehele traject te kopen om de strijd tegen de opwarming van de aarde te financieren;

Aan de Europese Commissie om:

- haar verantwoordelijkheden als "hoedster van het Verdrag" volledig uit te oefenen door erop toe te zien dat alle lidstaten zich strikt houden aan de bindende doelstellingen die de Europese Unie heeft vastgelegd in het kader van de geïntegreerde benadering ter bestrijding van de klimaatopwarming, onder meer voor wat betreft het aandeel van 20% van het energieverbruik dat afkomstig moet zijn van hernieuwbare energiebronnen;
- de klimaatrelevantie van de begroting van de Europese Unie te versterken door de doelstellingen ter vermindering van de broeikasgasemissies te integreren in de verschillende actieprogramma's van de Europese Unie (cohesie, landbouw, vervoer, onderzoek) om de overgang naar een koolstofarme Europese economie te versnellen;

Aan de federale regering om:

- het bijzondere wetsvoorstel tot vaststelling van de algemene doelstellingen van het Belgische klimaatbeleid[1] te steunen, zo nodig door het te wijzigen om rekening te houden met het advies van

de Raad van State en het bijgevolg goed te keuren;

- zich aan te sluiten bij de "Paris Proof Coalition" van de 8 meest ambitieuze Europese landen die pleiten voor een onmiddellijke verscherping van de Europese doelstellingen ter vermindering van de broeikasgassen tegen 2030;

Aan de regering van de Federatie Wallonië-Brussel om:

- pedagogische initiatieven met betrekking tot de strijd tegen de klimaatopwarming in scholen aan te moedigen en zo de leerlingen te ondersteunen in hun ambitie om bewuste, opgeleide en verantwoordelijke actoren te zijn in het licht van deze cruciale uitdaging van de 21e eeuw;

Aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om:

- zich ertoe te verbinden ten volle deel te nemen aan de coördinatiestructuren die zijn ingesteld door de klimaatwet zodra deze door de Kamer van Volksvertegenwoordigers is goedgekeurd en de collectieve klimaatverbintenissen na te komen;
- de inspanningen voort te zetten die zijn begonnen met de oprichting van een lage-emissiezone in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de emissies van motorvoertuigen die op fossiele brandstoffen rijden te verminderen;
- (tegen 2030) een nieuw gewestelijk mobiliteitsplan aan te nemen in overeenstemming met de visie van IRIS 2 (vermindering van het autoverkeer, waarborging van de gewestelijke toegankelijkheid en bevordering van de levenskwaliteit) ten gunste van een duurzame, pluralistische en gedeelde mobiliteit om het gebruik en het bezit van voertuigen met een verbrandingsmotor te verminderen;
- het aanbod van het openbaar vervoer te promoten en uit te breiden om het comfort, de frequentie en het netwerk op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verbeteren en een echte modal shift mogelijk te maken;
- de invoering van een geïntegreerd fietsbeleid voort te zetten;
- te zorgen voor de geleidelijke renovatie van alle openbare gebouwen, het energiebeheer ervan te verbeteren en een 100% groene stroomvoorziening te garanderen;
- een gewestelijk beleid voor de ontwikkeling van hernieuwbare energie uit te werken;
- door te gaan met het nemen van maatregelen, zo nodig door middel van juridische stappen, tegen het misbruik van het overvliegen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten nadele van het recht van de inwoners op een gezonde leefomgeving;

Aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Oudergem om:

- de Oudergemse jongeren te ondersteunen die deelnemen aan de klimaatmarsen en pedagogische initiatieven met betrekking tot de strijd tegen de klimaatopwarming in de gemeentelijke scholen en bij de jongeren aan te moedigen, om hen te helpen uitgroeien tot bewuste, opgeleide en verantwoordelijke actoren in het licht van deze cruciale uitdaging van de 21e eeuw;
- de initiatieven van het college ter bestrijding van de opwarming van de aarde en de gevolgen daarvan verder te zetten, zoals de investeringen ter vermindering van het energieverbruik van de gemeentelijke gebouwen en het wagenpark en het gebruik van hernieuwbare energie;
- deze initiatieven aan te vullen met bijkomende acties, die onder meer zijn opgenomen in de algemene beleidsnota die op 21 januari 2019 aan de gemeenteraad werd voorgesteld:
 - de ontwikkeling van de zachte mobiliteit binnen de gemeente
 - de ondersteuning van een duurzame, seizoensgebonden en lokale voeding, onder meer in scholen en kinderdagverblijven,

- de ondersteuning van de zerowasteprogramma's in het gemeentebestuur en van burgers
- de ondersteuning van projecten in verband met de kringlooeconomie
- acties ten gunste van de vergroening van de wijken, het creëren van groene verbindingen tussen de wijken
- de uitbreiding van het aantal stations voor deelauto's, fietsboxen, fietspompen en fietsherstelpunten
- de uitbouw van het volledige netwerk van snelle oplaadstations voor elektrische voertuigen
- de ondersteuning van de lokale werkgelegenheid via het platform "een-job-in-mijn-buurt"
- het aanmoedigen van verplaatsingen met de fiets, carpoolen, ... onder meer bij pendelaars
- een geleidelijke renovatie van alle openbare gebouwen, een verbetering van het energiebeheer van die gebouwen en een 100% groene stroomvoorziening;
- ...
- een prominente plaats toe te kennen aan maatregelen ter bestrijding van de klimaatopwarming in het kader van het participatieve opstellingsproces van het lokaal plan voor duurzame ontwikkeling 2020-2030;
- de noodzaak van het behoud van de natuurgebieden van de gemeente, de "groene longen" van de wijken (het Zoniënwoud, de Natura 2000-gebieden en de groengebieden), opnieuw te bekrachtigen en de excessieve verdichting van de wijken te bestrijden;
- door te gaan met het nemen van maatregelen, zo nodig door middel van juridische stappen, tegen het misbruik van het overvliegen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten nadele van het recht van de inwoners op een gezonde leefomgeving

Deze motie zal worden overgemaakt aan de secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie, aan de eerste minister van de federale regering, de federale minister van Energie, Milieu en Duurzame Ontwikkeling, de minister van Onderwijs binnen de Federatie Wallonië-Brussel en die van de Vlaamse Gemeenschap, de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Brusselse minister van Leefmilieu, de conferentie van burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Oudergem.

[1] Doc. Parl., Kamer, 6e sess., leg. 54, beschikbaar op <http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/3517/54K3517001.pdf>

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 24 mei 2019

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester d.d.,
Bij opdracht,

Thibault Delforge

Eloise Defosset